



Des syndicats toujours plus à l'Ouest

"La crise, c'est eux, la solution c'est nous". Le slogan de la manifestation de samedi n'a pas fait recette : la faible mobilisation montre que les Français ne sont pas convaincus que la solution à leurs problèmes d'emploi et de pouvoir d'achat passe par les huit centrales syndicales qui avaient appelé à manifester. Bernard Thibault reconnaît que la mobilisation était "en-dessous des attentes des syndicats". Au lieu de faire encore dans la démagogie et de demander un arrêt des suppressions d'emplois et une augmentation des salaires et des retraites, le leader de la CGT aurait mieux fait de s'enquérir des attentes de ses mandants et de faire enfin des propositions responsables.

Côté patronal, Laurence Parisot découvre le rôle majeur des PME dans l'économie. Elle déclare sur France info : "Les entreprises françaises doivent se dire "Ayons la PME attitude", en se montrant solidaire avec ces entreprises, qui peuvent à la fois être "les plus fragilisées" mais "les premières à repartir". La présidente du Medef a expliqué qu'il fallait "se demander à chaque instant comment on peut être solidaire avec les PME." Elle oublie d'interpeller des banques qui ne jouent toujours pas le jeu. Plus d'un an après le début de la crise, il était temps de se pencher sur celles qui font tourner l'économie ! Cette "PME attitude" n'est pas sans rappeler une certaine "bravitude".

Enfin, la CGPME a dévoilé en avant-première ses "propositions" pour permettre aux entreprises de faire face à la crise. Jean-François Roubaud plaide notamment pour que l'on applique "un taux réduit de 18% de l'impôt sur les sociétés pour les résultats qui sont injectés en fonds propres dans l'entreprise". A l'heure où les TPE-PME ne gagnent plus d'argent, se demandent comment elles vont continuer leur activité et attendent des mesures de relance, la CGPME vient d'inventer l'idée qui ne sert à rien.

Le Cerf plaide plus que jamais pour que les syndicats écoutent les revendications de ceux qu'ils prétendent représenter et se mettent à leur service au lieu de gesticuler et de faire de la com'. Cela implique que le gouvernement aille au bout de la réforme de la représentativité afin que celle-ci soit transférée aux seuls représentants élus au suffrage universel. La réforme des CCI en cours de finalisation est le véhicule idéal pour que les patrons élisent des représentants qui leur ressemblent et mettent enfin de la transparence dans la collecte et la gestion des fonds de la formation professionnelle par exemple.

**Si vous êtes d'accord avec nos positions, transmettez nos communiqués à vos élus -
maires, députés, sénateurs, conseillers régionaux et généraux**

**Si vous voulez soutenir les actions du Cerf, adhérez !
Cotisation 30 € à l'ordre du Cerf.**

Pour se désinscrire, envoyez un fax au : 04 34 09 05 19

Créateurs d'emplois et de richesse de France (Cerf)

1ère plateforme de représentation des Très Petites Entreprises.

Association loi 1901 - 24, avenue Gabriel - 75008 Paris - Tel : 09 51 74 23 73 - www.lescreateurs.org